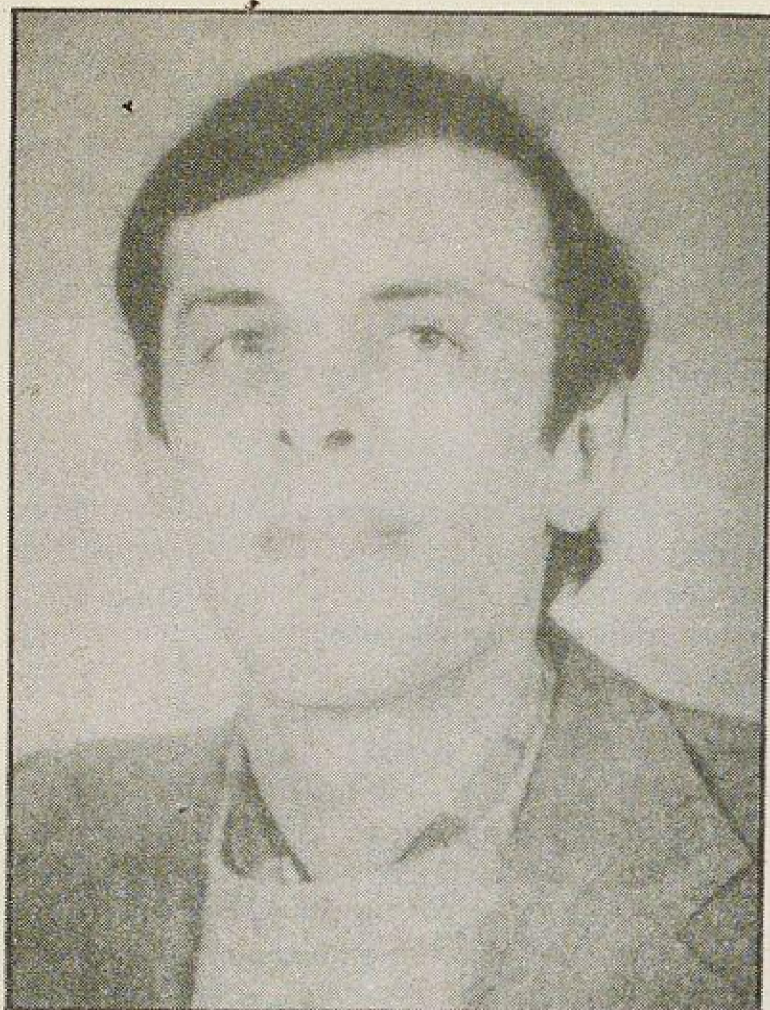


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

NORD 2e circonscription

RENAHY Philippe

Libraire

Suppléante : CALONNE Michèle
Enseignante

Travailleuses, Travailleurs,

La réalité vous la connaissez, c'est celle de tous les jours :

— c'est le chômage : nous sommes plus de 3 000 chômeurs à Lille - Sud, tandis qu'au CHR, le manque de personnel nous contraint à des journées toujours plus éprouvantes.

— ce sont les usines qui ferment : Crane, Dujardin, Leblan, Wanart... ou qui licencient, comme Merinos.

Les licenciements et les longues attentes à l'Agence Nationale pour l'Emploi, pour les uns. Pour les autres, les cadences et le manque de sécurité. Nous en avons assez d'être usés, mutilés, chassés, pour les profits des capitalistes.

Travailleuses de chez Tudor, non, les maladies professionnelles ne sont pas fatales.

Habitants du quartier des Biscottes, nous en avons assez de ces fumées de plomb qui nous empoisonnent, nous et nos enfants.

Notre travail, notre santé, notre repos, tout est attaqué par le capitalisme. Peu importe aux spéculateurs des Travaux publics que l'autoroute passe à quelques mètres des appartements populaires, puisque c'était le tracé le moins coûteux ! Peu importe aux promoteurs immobiliers que nous habitions toujours plus loin du centre ville et de notre lieu de travail, que nous connaissions de longues heures de transport, si nos «cages à lapins» aux cloisons bien minces sont tout bénéfice ?

Contre la crise, qu'ont fait les partis de gauche ? Qu'a fait Mauroy ?

Lui qui préside les HLM, le conseil régional, la communauté urbaine, la ville de Lille, à l'entendre ce n'est jamais lui le responsable.

Mais des vieux travailleurs et des enfants meurent de faim comme au Moyen Age dans une des plus grandes agglomérations de France.

Mauroy se félicite d'avoir réalisé l'économie d'énergie réclamée par Barre dans les HLM. Résultat ; les locataires manquent de chauffage et d'eau chaude. Et ce n'est pas parce que Tudor serait nationalisée comme il le propose qu'il n'y aurait plus d'exploitation et de maladies professionnelles dans cette usine. Est-ce que dans les mines nationalisées, il n'y a plus la silicose, les licenciements et les salaires de misère ?

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.
C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 2e circonscription du Nord

Philippe RENAHY

31 ans, marié, un enfant, libraire.

Michèle CALONNE. 27 ans, enseignante en CET.

Imprimerie IPCC Paris